

# DANS L'ACTUALITE du 30 avril au 2 mai 2013

### **Textes officiels**

JORF n°0102 du 2 mai 2013

Arrêté du 29 avril 2013 portant nomination d'un préfet coordonnateur compétent en matière de direction des opérations de secours pour émettre un avis sur le dossier global de définition de sécurité relatif au réseau de transport public du Grand Paris

JORF n° 0100 du 28 avril 2013

Intégration d'une commune dans un EPCI à fiscalité propre

Décision n° 2013-303 QPC du 26 avril 2013 Commune de Puyravault

Retrait d'une commune membre d'un EPCI

Décision n° 2013-304 QPC du 26 avril 2013 Commune de Maing

Fusion d'EPCI en un EPCI à fiscalité propre

Décision n° 2013-315 QPC du 26 avril 2013 Commune de Couvrot

# **Jurisprudence**

Administratif

Demande de suspension de la décision d'une personne publique de vendre un bien lui appartenant

Lorsque l'acte de vente emportant transfert de propriété est conclu, la demande de suspension de la décision d'une personne publique de vendre une parcelle de son domaine privé, qui a épuisé ses effets, est privée d'objet.

CE 29 avril 2013 Syndicat d'agglomération nouvelle du Val d'Europe, req. n° 364058

Vu par ailleurs

Contrat public

Quid des pénalités dans les groupements de commande?

Confier l'exécution des marchés au coordonnateur du groupement de commandes, cela peut paraître compliqué notamment s'agissant de l'application des pénalités de retard. Pour éviter <u>l'effet « usine à gaz », quatre avocats nous donnent leurs conseils.</u>

Source: achatpublic.info du 02/05/2013

Des niveaux de capacité liés et proportionnés à l'objet du marché

Dans le cadre d'un marché public, une personne publique avait exigé des candidats un certain nombre de fourgons équipés de panneaux à messages variables. Une société, dont la candidature avait été rejetée au motif du nombre insuffisant de véhicules proposés, avait réussi à faire annuler la procédure en référé.

Source: achatpublic.info du 02/05/2013

Commande publique: le dispositif « retards de paiement » entre en vigueur ce 1er mai

Pour les contrats conclus à compter du 16 mars 2013, le nouveau régime des délais de paiement s'applique aux créances dont le délai de paiement commence à courir à partir du 1er mai.

Source: lemoniteur.fr du 29/04/2013

Urbanisme

Réforme de l'urbanisme : des ordonnances et un projet de loi pour densifier les villes

La réforme de l'urbanisme et de l'aménagement, présentée par Cécile Duflot, ministre du Logement, au Conseil des ministres du 2 mai 2013, vise à favoriser la densification des villes et à limiter l'artificialisation des zones agricoles et naturelles. Elle se déclinera en un projet de loi et des ordonnances.

Source: courrierdesmaires.fr du 02/05/2013

Urbanisme-logement : les mesures qui feront l'objet d'ordonnances

Sans attendre le projet de loi « urbanisme et logement », prévu pour cet été, certaines mesures d'urgence pour lever rapidement les freins à la construction de logements vont être prises par voie d'ordonnances. Le président de la République l'avait annoncé le 21 mars, Cécile Duflot, la ministre du Logement, présentera en Conseil des ministres du 2 mai le projet de loi d'habilitation. Détails.

Source: lemoniteur.fr du 29/04/2013

Urbanisme – logement : les mesures qui attendront le projet de loi de cet été

Certaines mesures de la réforme de l'urbanisme ne pourront pas faire l'objet d'ordonnances. Elles nécessitent d'être débattues au Parlement et intégreront le projet de loi urbanisme-logement qui sera présenté à l'été prochain.

Source: lemoniteur.fr du 29/04/2013

Réforme de l'urbanisme : vers la transition écologique des territoires

<u>Dossier de presse : Réformer l'urbanisme et l'aménagement pour engager la transition écologique des territoires</u>

Source: territoires.gouv.fr du 29/04/2013

Le droit de préemption (DPU-ZAD-ENS). Difficultés d'application et perspectives d'évolution – Rapport 2013

Etude menée par le GRIDAUH sur la mise en œuvre du droit de préemption régi par le Code de l'urbanisme.

Source: gridauh.fr avril 2013

Environnement

Guy Geoffroy, président des Eco Maires : « L'Agence de la biodiversité doit être une autorité

intellectuelle et scientifique à la disposition des collectivités »

La future Agence nationale de la biodiversité fait polémique. Les propositions des auteurs du rapport sur sa "préfiguration" ont été critiquées par les députés. Le coût de ce nouvel

organisme est jugé trop élevé, et son organisation trop centralisée. Guy Geoffroy, président

de l'association Les Eco Maires, nous livre son point de vue.

Source: courrierdesmaires.fr du 02/05/2013

Evaluation de l'incidence environnementale : le Sénat veut ralentir la réforme européenne

Le Sénat vient d'adopter une résolution européenne sur l'évaluation des incidences de

certains projets publics et privés sur l'environnement. Objectif : repousser les modifications

législatives souhaitées par Bruxelles en la matière.

Source: le Moniteur du 30/04/2013

Collectivité territoriale

L'intercommunalité bride nécessairement la liberté des communes, selon le juge

constitutionnel

Les modalités d'intégration des communes au sein des structures intercommunales ne

violent pas le principe de libre administration des collectivités territoriales, a jugé le Conseil

constitutionnel, dans trois décisions du 25 avril 2013.

Source: courrierdesmaires.fr du 30/04/2013

Refonte de la carte intercommunale : l'"intérêt général" prime sur l'accord de la commune

Trois décisions du Conseil constitutionnel liées à des questions prioritaires de

constitutionnalité (QPC) sont venues rappeler, d'une certaine façon, combien la mise en

œuvre du volet intercommunal de la précédente réforme des collectivités, celle de la loi de

décembre 2010, a pu être source de fortes tensions.

Source: localtis.info du 30/04/2013

4

#### Vu dans les revues

Sites commerciaux n° 228 – mai 2013 p.22, Les Dac passent à l'attaque, par Agnès Galli

#### **Presse**

Cécile Duflot veut créer une "sécurité sociale du logement"

Dans les ministères, on l'appelle déjà le "Duflot 2". Annoncé par la ministre du logement, Cécile Duflot, le projet de loi sur le logement et l'urbanisme entre dans sa phase finale d'élaboration.

Source : le Monde du 02/05/2013

Logement: Duflot s'attaque aux parkings

La ministre veut changer les règles qui freinent la conversion de bureaux en logements...

Source : 20minutes.fr du 02/05/2013

Immobilier: Duflot lance son choc de simplification

Cécile Duflot, la ministre de l'Egalité des territoires et du Logement, présentera jeudi en Conseil des ministres le projet de loi d'habilitation (PLH) aux allures de « choc de simplification ».

Source : les Echos du 30/04/2013